

Au Sommet de Rio, les Etats se préparent à la grande régression

9 mai 2012 / [Attac](#)

Non seulement le Sommet de Rio, en juin prochain, manque d'ambition, mais il risque de marquer un fort recul par rapport aux précédents Sommets de la Terre.

A New-York vient de s'achever un second round de négociations en préparation de la prochaine Conférence des Nations-Unies pour un Développement Durable (CNUDD) qui se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012. Les délégués des différents pays sont supposés avancer sur la rédaction d'un projet de déclaration finale qui, en l'état, nous éloigne considérablement des voies pour atteindre des sociétés soutenables, démocratiques et égalitaires.

Un « *draft zéro* » [brouillon] de cette déclaration a été publiée en janvier dernier par le secrétariat général de l'ONU. Ce projet de déclaration, intitulé « *Le futur que nous voulons* », refuse d'établir un bilan critique de plus de vingt ans de négociations qui n'ont pas permis d'enrayer les différentes crises écologiques, sociales et économiques dont les

conséquences sur les populations et les écosystèmes ne cessent de s'amplifier : dérèglements climatiques, pertes de biodiversité, faim, pauvreté et précarités, accroissement des inégalités, chômage, guerres, etc.

Incapable de prendre la mesure de la gravité de ces crises, ce projet de déclaration a été l'objet en mars dernier d'une première attaque en règle, orchestrée par les pays riches, contre toute référence explicite aux droits des populations. Ainsi, des pays comme le Canada, les Etats-Unis, Israël mais aussi le Danemark au nom l'Union Européenne qu'il préside, ont par exemple exigé que toute référence au droit à l'eau et à l'assainissement, pourtant reconnu par une résolution de l'Assemblée Générale des Nations-Unies en juillet 2010, soit supprimée. Ce que nous refusons avec force.

D'une manière générale, les gouvernements de ces pays s'opposent à tout langage prescriptif, toute référence normative qui pourrait les engager devant leur opinion publique et devant les institutions internationales. Pourtant adoptés lors de la Conférence de 1992, les principes tels que les principes de précaution, de pollueur-payeur, ou de responsabilités communes mais différenciées, sont ainsi aujourd'hui combattus par ces Etats et rarement défendus avec acharnement par les autres. Soutenus en cela par les lobbies industriels et économiques, ces Etats du Nord défendent l'idée selon laquelle la conférence de Rio est une opportunité pour promouvoir « l'économie verte », sujet officiel de la conférence, les investissements et la valorisations du capital naturel. Pas pour débattre ou mentionner les droits des populations.

Plutôt qu'une approche par les droits des populations, l'Union Européenne et ses partenaires promeuvent donc l'inclusion dans le cycle du capital des processus biologiques qui sous des formes diverses assurent les grands cycles écologiques et la reproduction de la vie. La conservation de la biodiversité, la purification de l'eau, la pollinisation des plantes, la protection des forêts, la régulation du climat et le stockage du carbone etc, sont perçus comme des services écosystémiques qu'il faut intégrer aux marchés, en leur attribuant un prix, pour les faire perdurer... et les rendre profitables. A la marchandisation de la nature, déjà ancienne, s'ajoute sa financiarisation.

Alors que les crises financières et économiques font des ravages, étendre l'emprise de la finance sur les éléments essentiels à la vie est criminel. Attac France, avec ses partenaires français, européens et internationaux s'y opposera avec une grande détermination.

Source : [Attac France](#)

Lire aussi : [Les idées fortes du Sommet des peuples](#)

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Au-Sommet-de-Rio-les-Etats-se>